QUESTEMBERT

Discours de Boris LEMAIRE, maire de Questembert

Commémoration du 108e anniversaire de l'Armistice du 11 novembre 1918

(Seul le prononcé fait foi)

Cher·e·s collègues conseillers municipaux du territoire
Mesdames et Messieurs les anciens combattants,
Mesdames et Messieurs les militaires dans vos grades et qualités,
Mesdames et Messieurs de la Gendarmerie nationale et représentants des forces de l'ordre,
Mesdames et Messieurs les officiers, sous-officiers, sapeurs-pompiers du Corps Départemental du Morbihan,
Mesdames et Messieurs les élèves sous-officiers de Saint-Cyr Coëtquidan,
Mesdames et Messieurs les représentants des établissements scolaires,
Mesdames et Messieurs les représentants du Souvenir Français,
Chers collègues élu·e·s,
Mesdames et Messieurs les enfants,
Chères citoyennes et chers citoyens de Questembert ou d'ailleurs,
Chers amis,

Nous voici à nouveau réunis sous les Halles avant la cérémonie aux monument aux morts, pour le 108e anniversaire de l'Armistice du 11 novembre 1918. Cent huit ans après les clairons et les clochers de onze heures, nous revenons, fidèles, prononcer les noms, entretenir la flamme, tenir la promesse.

Mais cette année, je ne veux pas seulement commémorer. Je veux vous parler de deux années jumelles : 1926 et 2026. Cent ans d'écart, et tant de choses en commun.

Il y a cent ans, en 1926

Il y a cent ans exactement, en 1926, l'Europe croyait la paix définitivement installée.

Un an plus tôt, à Locarno en octobre 1925, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Italie avaient garanti les frontières issues de la Grande Guerre pour travailler à la sécurité collective des européens.

En septembre 1926, l'Allemagne entrait à la Société des Nations. Le 17 septembre 1926, Aristide Briand, alors ministre des affaires étrangères rencontraient à Thoiry, Gustav Stresemann, son homologue allemant pour sceller la réconciliation franco-allemande. Et le 10 décembre 1926, ces deux hommes recevaient ensemble le prix Nobel de la paix.

Briand breton né à Nantes, plusieurs fois président du conseil proclamait : « Arrière les fusils, les mitraillettes, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage et à la paix. »

Les années folles battaient leur plein, on dansait, on construisait, on croyait l'avenir assuré.

Et pourtant. La même décennie voyait déjà monter, en Italie puis ailleurs, des régimes qui niaient la démocratie, exaltaient la force et méprisaient les parlements. Les écrivains lucides le voyaient.

À Paris comme à Salzbourg, deux hommes s'écrivaient, de loin en loin, depuis 1911 : Romain Rolland, la « conscience européenne », prix Nobel de littérature, et Stefan Zweig, l'Autrichien de Vienne, l'un des auteurs les plus lus du monde. Deux amis que la guerre, les nationalismes puis les fascismes allaient éprouver.

Dans les années 1920, tandis que l'Allemagne bouillonne sous l'humiliation du traité de Versailles, que les attentats d'extrême droite se succèdent — l'industriel et chancelier Rathenau, homme remarquable d'origine juive, est assassiné dès 1922 —, Stefan Zweig écrit à son ami Rolland, dans le tome de leur correspondance qui couvre les années 1920-1927 :

« Tout mon effort se concentrera à vivre en Européen, en sans patrie. »

Ainsi, dans l'Europe des années 1920, les fascismes ne sont pas tombés du ciel. Ils ont prospéré sur l'amertume des humiliations, la misère, la haine de l'autre, le mépris des institutions. Rien n'était écrit d'avance. Ces tragédies furent le résultat de choix : ceux qui ont préféré la vengeance à la réconciliation, l'isolement à la coopération, la division à l'unité.

Vous connaissez la suite. L'espoir de Locarno n'a pas survécu à la décennie suivante. Zweig, mettait fin à ses jours en février 1942, désespéré de voir son monde s'effondrer une seconde fois.

La paix de 1926 n'avait pas été défendue.

Et nous, en 2026 ?

Mesdames et Messieurs, regardons maintenant notre monde.

La guerre est revenue sur le sol européen. En Ukraine, depuis février 2022, un peuple défend sa terre, sa langue, sa liberté, contre une agression qui rappelle les pires heures du XXe siècle. La frontière ukrainienne est à quelques heures de vol de nos côtes bretonnes.

Et autour des conflits actuels, nous voyons des États se comporter comme les empires de la fin du XIXe siècle : convoiter des territoires, déplacer des populations, traiter les petits pays comme des monnaies d'échange, nier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La « grande politique » d'aujourd'hui ressemble parfois, trait pour trait, à celle qui, en 1914, avait transformé une crise locale en embrasement mondial. Nous avions cru avoir mis à la porte ces mœurs impériales. Elles sont revenues par la fenêtre.

Face à cela, je veux vous dire mon espoir.

Car dans le même monde, quelque chose d'autre se lève : des démocraties qui se réveillent. Partout où des régimes illibéraux croyaient les peuples endormis, des citoyens se lèvent, votent, manifestent, refusent. L'Europe des années 2020 ressemble, par bien des aspects, à l'Europe des

années 1920. Mais la réponse existe, et elle a un nom : la démocratie. Elle n'est pas une indulgence de l'Histoire, elle est une conquête de chaque génération, qui se défend à chaque génération.

La démocratie avec son modèle sociale européen n'est pas un territoire, c'est une idée, fragile, exigeante, et qui n'a de valeur que si des hommes et des femmes choisissent, chaque jour, de la vivre.

Saurons-nous défendre ce que nous avons ?

Ce que nous dit la mémoire

Mesdames et Messieurs, c'est ici que la mémoire prend tout son sens.

Nous ne commémorons pas 1918 par nostalgie. Nous commémorons parce que ceux dont les noms sont gravés sur ce monument nous enseignent le prix de la paix, la fragilité de la liberté, la valeur du courage.

Nous commémorons pour nous souvenir que rien ne tombe tout seul, ni la paix, ni la démocratie, ni la justice.

L'an dernier, je vous le disais : il n'y a pas de fatalité, il n'y a que des choix. Les choix d'hier ont mené le monde à l'abîme ; les choix d'aujourd'hui doivent nous en éloigner.

La vigilance n'est pas de la peur, c'est de la lucidité.

La république apaisée n'est pas la reddition, c'est la force de la conciliation — que Briand, le Nantais, en avait fait l'espérance d'un continent.

Nous, Questembertoises et Questembertois, nous, citoyens d'une commune de Bretagne, d'un département qui a payé un lourd tribut aux guerres du XXe siècle, nous savons que la paix commence ici : dans l'école qui enseigne, dans la mairie qui rassemble, dans la cérémonie qui réunit enfants et anciens autour d'un même drapeau et d'une même flamme.

Conclusion

Alors, ce matin, devant nos morts, prenons la résolution de Zweig et de Rolland à notre compte : vivre en Breton, vivre en Français, vivre en Européens, nos communes patries, et défendre, sans relâche, la démocratie qui nous rassemble.

Et souvenons-nous :

La mémoire n'est pas le culte des cendres du passé. La mémoire est la braise que nous devons transmettre. Ceux qui s'appuient sur elle ne tombent pas deux fois.

Vive la paix.
Vive la République.
Et vive la France.